

22 juin 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les conditions de réussite économique et sociale de la France, à la mairie de Cherbourg, lundi 22 juin 1987.

Monsieur le maire,

- mesdames et messieurs,

- Voici la première étape du voyage qui me permettra, d'ici demain soir, de visiter la Basse-Normandie et les trois départements de la Manche, de l'Orne et du Calvados.

- Il n'est pas toujours très aisé de trouver le temps nécessaire. La preuve en est que je m'étais promis à moi-même en 1981, de visiter les 22 régions de France, plus les quatre d'outre-mer et que en réalité je n'y parviendrai pas puisque nous en sommes à la 17ème, et cependant cela nécessite ou a nécessité beaucoup de soins, beaucoup d'attention. Voir toute la France dans sa réalité, c'est une -entreprise audacieuse, et je me contente pour l'instant d'assurer mes itinéraires, en regardant, en écoutant, en observant, et en cherchant à tirer le meilleur de l'effort ou des efforts que j'aperçois un peu partout et spécialement dans cette ville, dans ce département, dans cette région. Je ne vais pas en parler d'une façon exhaustive, alors que je viens d'y passer seulement quelques quarts d'heure. Je tirerai mes conclusions demain soir, et j'aurai le temps d'y réfléchir, et de communiquer mes observations aux différents responsables et particulièrement au gouvernement.

- Je me réjouis d'être dans votre ville, que je connais depuis longtemps, que j'ai plusieurs fois visitée, soit pour des raisons politiques, soit simplement pour l'intérêt qu'elle présente, - à titre privé, j'étais ici il n'y a pas si longtemps -. Votre région souffre parfois de sa situation géographique, créant une sorte de mentalité qui donne le sentiment à chacun de ceux qui vivent ici d'être comme dans une île, d'être éloigné de tous les centres de décisions, ce qui incite à la fois à s'organiser soi-même, comme vous venez de le dire à l'instant, monsieur le maire, et aussi à attendre de la puissance publique et de l'Etat, que s'organisent les relations, les moyens de communication, les échanges dont vous avez besoin, en même temps que les ouvertures sur l'extérieur, ouvertures pour lesquelles vous êtes naturellement bien placés.

- C'est vrai que ce département présente de rudes contrastes. A la fois ces centres industriels de très haute technologie, et cette vie rurale qui se perpétue à travers le temps, et pose à la forte population paysanne de ce département les problèmes difficiles que suppose l'organisation des marchés communs agricoles, non les méventes mais les mouvements sur les prix, et maintenant le problème posé par les quotas laitiers, dont j'aurai l'occasion de parler d'ici la fin de ce voyage, mais que je voulais citer au passage.\

Les témoignages offerts par une ville comme Cherbourg, montrent bien que si les Français le veulent, ils peuvent, par eux-mêmes, résoudre les principales questions qu'ils se posent. Votre ville a, c'est vrai, connu un développement industriel autour aussi des entreprises de l'Etat, et voit avec peine ou inquiétude, ce pourcentage de chômage, qui paraissait moins élevé qu'ailleurs, rejoindre peu à peu le niveau national. Il est certain qu'il y a là une pente sur laquelle il conviendrait de s'arrêter.

- Mais cette raison, qui par elle-même est assez grave, et qui justifie les craintes, ne doit pas pour autant dissimuler que votre ville, votre département, la France tout entière, ne sont pas dans la situation si désastreuse que l'on tend aujourd'hui à décrire par ie ne sais auelle mode

intellectuelle, qui est assez courante dans notre histoire. On aime son pays, on aime aussi le décrier. Je n'entrerai pas naturellement dans le débat politique proprement dit, ce n'est pas mon rôle, et si j'ai pu observer, depuis six ans, bien des points de vue différents, bien des approches, parfois même contraires, il n'empêche que la France continue et que le peuple français doit rester fidèle à quelques valeurs fondamentales qui ont fait le meilleur et qui font le meilleur de lui-même.

- Il ne faut pas croire que notre pays soit jeté inéluctablement vers un déclin fatal. Après tant et tant d'années de crise, si l'on situe le début de la crise pétrolière aux environs de 1973 et 1974, on a de quoi se lasser, mais voilà, regardons tout autour de nous, dans le monde. L'on constate aussi que nos difficultés, si elles ne sont pas toujours les mêmes que celles de nos voisins ou que celles des plus grands pays industriels, - je veux dire le Japon ou les Etats-Unis d'Amérique -, n'en sont pas moins comme un écho, comme un reflet, ou comme une conséquence des difficultés mondiales. Malgré tout, voyez le pays qui nous paraît le plus proche, dont les réussites sont partout célébrées, dans le même moment où l'on aurait tendance à mésestimer celles de la France, l'Allemagne, la République fédérale allemande, sur le plan simplement de la croissance économique : croissance économique faible, faible ici et là, et qu'il faut redresser, croissance économique qui cette année sera moins forte que celle que l'on pouvait espérer, que les prévisions nous laissaient calculer. Mais malgré tout, au cours des années 1981 - 1985, notre croissance a été supérieure à celle de l'Allemagne, 7,5 % de 81 à 85. Il faudra ajuster les derniers chiffres, mais la République fédérale allemande a atteint un peu moins de 6,5 %.

- Nous étions, en produit national, à la hauteur de la Grande-Bretagne, ou plutôt la Grande-Bretagne était à notre hauteur, il y a vingt ans. Aujourd'hui, elle est largement distancée. Quant à l'Italie, dont les progrès sont réels, elle n'en reste pas moins, compte tenu de ce que l'on appelle son marché parallèle, qui échappe un peu au contrôle et à l'ensemble du mouvement économique estimé, calculé par les autorités responsables, derrière nous, ce qui ne veut pas dire que ce pays ne mérite pas bien des éloges pour sa façon d'aborder la période actuelle. Mais enfin, s'il mérite des éloges, alors la France ne mérite pas que des critiques.\

Pour ce qui concerne les salaires, les charges sociales, bien entendu il faut toujours aménager. Ce sont des données permanentes qui doivent être en même temps traitées selon les circonstances, avec la souplesse nécessaire. Mais il n'en reste pas moins que des salaires convenables et une protection sociale pour les Français sont des obligations impérieuses pour la société qui est la nôtre. Et on ne peut pas simplement pour régler les problèmes du moment, nier ou contredire une évolution fondamentale à laquelle les Français et moi avec eux, sont profondément attachés.

- Les salaires et les charges sociales, au total, sont moindre qu'aux Etats-Unis d'Amérique ou qu'en République fédérale allemande. Si l'on observe simplement un aspect particulier des charges sociales, ou l'affrontement entre les salariés et les possédants, dans tels ou tels secteurs de nos entreprises, il n'en reste pas moins que, globalement, les salaires français et les charges sociales indispensables que doit supporter la collectivité nationale, restent à un niveau raisonnable par rapport à nos principaux concurrents.

- Je dirai la même chose de la durée du travail. J'étonnerai peut-être en vous disant que la durée du travail en France est légèrement supérieure à celle de la République fédérale allemande. On pourrait même citer le nombre d'heures. Je sais que cela est discuté, est contesté, mais ces derniers chiffres ont été fournis par le patronat allemand. Bien entendu, cette durée du travail, par rapport aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon, aboutirait à des conséquences ou à des considérations différentes.\

Bref, nous Français, nous aimons nous fustiger. Et il faut bien penser qu'un pays comme le nôtre, comme tout autre pays, n'a de chance de gagner les batailles qu'il aborde, et celle-ci est sérieuse, ce que vous avez rappelé, l'Acte unique, c'est-à-dire le marché intérieur européen, sans entraves et sans frontières intérieures, sans un rude effort. Lorsque j'ai moi-même engagé la France en 1985, à Milan et à Luxembourg sur cette voie, j'avais bien pensé que ce serait difficile. Mais j'avais pensé aussi que l'on pouvait demander aux Français assez de capacités, assez d'efforts et assez de chances de réussite pour qu'ils puissent aborder de plain-pied le siècle qui vient, plutôt

que de se refermer peureusement sur eux-mêmes avec la certitude que ce renfermement sur soi aboutirait à une crise nationale infiniment plus grave et plus dommageable à notre unité que ne le seront les difficultés que nous aurons à connaître d'ici 1992 et par la suite.

- Bref, il faut croire en soi. Il ne faut pas croire en soi simplement par méthode Coué, parce qu'on décide d'y croire, mais aussi parce que l'on sent en soi-même les forces nécessaires. Vieille histoire que celle de la France. Les hauts, les bas que j'évoquais avant hier, à Cahors. Oui, c'est vrai, nous sommes un peuple d'humeur, au tempérament variable, qui ne réussit pleinement à remplir sa mission que lorsque c'est difficile, lorsqu'il y a grand risque et grand danger, qui aurait tendance un peu à oublier ses obligations historiques dans les temps plus faciles. Mais comme nous ne sommes pas dans des temps plus faciles, les chances de redressement, les chances de tous ordres, psychologiques, morales, mentales, les chances nationales, associées aux capacités du travail, me laissent penser que les difficultés du moment doivent s'inscrire dans une marche qui dépend de notre volonté, qui dépend, sans doute de nos lois. Mais après tout, les Français sont là pour veiller à ce que leur législation soit finalement favorable à leur -entreprise.

- Alors, dire travailler plus, on pourrait penser davantage travailler mieux, bien que notre productivité soit une forte productivité. Travailler mieux socialement, par exemple. On s'y est efforcé, chaque gouvernement s'y efforce à sa manière. Je retiendrai par exemple les lois dites "lois Auroux". Elles ont facilité et continuent de faciliter considérablement le dialogue social. De plus en plus nombreuses sont les entreprises qui, désormais, après quelques réticences que l'on connaît bien, ont décidé d'inscrire leur action dans cette démarche. Mieux socialement, mieux économiquement. Alors, là, les responsables et les spécialistes parleraient de l'investissement, des qualités, de l'exportation.\

J'insisterai sur un seul point, monsieur le maire, puisque vous avez cité le mot, c'est le mot formation. Pour vous aussi il est à la mode. On l'entend dire un peu partout. Tant mieux. Cela prouve que les Français prennent conscience que c'est à partir de l'enfance et de la formation de l'esprit que commence d'abord, par définition, la vie d'un homme, mais aussi que s'affirme la vie d'une nation. J'étais très heureux de voir, à l'instant, l'Institut national des techniques de la mer, parce que c'est une preuve vivante. Il y a là quelques étudiants, trop peu nombreux, mais c'est déjà un effort très important que vous avez accompli, vous, la région, en compagnie de l'Etat - je crois d'ailleurs à égalité -, c'est une preuve à la fois de votre volonté, de votre clairvoyance, de la compréhension de l'Etat. Ce qui veut dire qu'on a marché de pair, comme il faut le faire un peu partout. Qu'est-ce que cela veut dire, plus d'Etat ? Cela n'a pas de sens. Qu'est-ce que cela veut dire, trop d'Etat ? Cela a un sens parfois tout à fait regrettable. Moi, je dis qu'il faut trouver le juste milieu. Il suffit à la fois de comprendre et de connaître les structures de la France pour savoir jusqu'à quel point il convient d'aller. Or, ce que j'ai constaté avec cet Institut national - je me souviens de m'y être intéressé lorsqu'il était simplement dans les dossiers, c'était dans les années 1981 - 1982 - ce sont environ 30 à 40 étudiants qui vont apprendre un métier et, en approfondissant leurs connaissances, leur savoir, sont en mesure de maîtriser toute une série de disciplines allant de la connaissance de l'organique à la connaissance de la mécanique, à la connaissance de la biologie, et capables d'être employés dans un certain nombre d'entreprises, dans un certain nombre de disciplines industrielles qui nous rendront le plus grand service. La France oublie trop souvent qu'elle est tournée vers la mer.

- Vous qui habitez ce département, vous êtes par définition mieux placés que beaucoup pour appréhender cette connaissance. Mais ce n'est pas le premier. Je crois que c'est l'embryon, - j'espère ne pas me tromper, monsieur le président - l'embryon de l'enseignement supérieur dans la Manche. On était un peu étonné d'apprendre, lorsque l'on va un peu partout en France, - j'ai connu cela dans le département que j'ai longtemps représenté -, cette absence d'enseignement supérieur, le cas échéant spécialisé ce qui est le cas ici, alors que les jeunes gens, garçons et filles, lorsqu'ils arrivent à l'adolescence au moment où leur conscience se forme, ou leur capacité d'appréhender un métier, là dans leurs mains, sont obligés de s'expatrier, d'aller très loin. Généralement ils s'y fixent et surtout à vingt ans, à vingt-cinq ans, c'est là que l'on détermine le plus souvent la destination de sa vie. La région d'origine, la vôtre en la circonstance, perd son

capital humain, donc c'est très important. Cet Institut est de ce point de vue significatif. Vous équipez pour que les jeunes gens de votre département, et ceux qui viendront d'ailleurs, parce qu'ils s'intéresseront à ce que vous faites, soient en mesure de disposer d'un métier et plus encore, dirai-je, de donner à la France l'apport de leur connaissance et de leur savoir, sans quoi nous n'aboutirons à rien.\

Il faut absolument que, par un effort collectif, une volonté continue des gouvernements qui se sont succédés et qui se succèderont à travers le temps qui vient, la recherche continue d'être considérée, soit toujours considérée, comme un objectif essentiel. Je ne veux pas me lancer dans ces histoires de priorité dont j'entends parler chaque jour. Cela dépasse maintenant les doigts des deux mains. Quand il y a beaucoup de priorités, il n'y en a plus du tout. Mais au moins entendons-nous pour estimer qu'il n'y en a pas de plus importantes : la recherche, à partir naturellement d'une bonne qualité de l'enseignement. On ne peut pas chercher si l'on ne sait pas déjà quelque chose, sur la base d'une solide éducation nationale. Il faut aborder cela avec courage et lucidité et avec la volonté de faire accéder le maximum de jeunes gens à la connaissance, à la connaissance supérieure, à la recherche. A partir de là, j'ai dit travailler plus. Cela peut s'examiner dans tel ou tel cas mais ce n'est pas un thème national utile. Travailler mieux, socialement, je l'ai dit £ économiquement je l'ai dit £ mais travailler mieux techniquement parce que la recherche aura permis de mettre à la disposition de tous, les merveilles de la science appliquée, c'est-à-dire de la technique. Alors là, vous observerez que la France sera capable de supporter toutes les concurrences et de les vaincre.\

Nous sommes nombreux à croire en la France quelles que soient les évolutions politiques. Je veux en appeler aux permanences d'un pays comme le nôtre. Une permanence. On célèbre cette année mille ans d'histoire de France `987`. C'est une date choisie d'une façon un peu arbitraire, mais enfin significative : le premier moment où le royaume de France trouve un début d'unité, au moment où elle se trouve projetée sur le terrain européen, sur le terrain international. Et pendant mille ans, cela durera. Mais, il y avait déjà 1000 ans qui s'étaient écoulés depuis le temps où nos lointains ancêtres se réunissaient sur une haute colline du pays que j'ai représenté, pour apporter le serment de fidélité, qui n'a pas duré très longtemps, mais enfin il a été porté autour du premier chef des celtes, Vercingétorix. Notre histoire connaît, je le répète, une continuité remarquable puisque nous sommes en Europe l'un des trois plus anciens, l'une des trois plus anciennes nations, avec la Grande-Bretagne et avec l'Espagne. On pourrait dire le Portugal, puisque nous sommes, après 1000 ans d'unité autour d'un Etat, parmi les cinq premiers pays du monde, non seulement sur le -plan industriel et économique, mais même, puisqu'il s'agit d'assurer la sécurité de la France, sur le -plan militaire, nous sommes le troisième.

- Cessons d'imaginer que nous sommes chaque jour à la merci des autres. Les autres peuvent être aussi à la merci, sur le -plan tout à fait pacifique, à la merci des capacités françaises.\

Je profite de ma venue à Cherbourg pour dire cela ici, parce que Cherbourg est quand même une ville prototype qui permet de justifier les espérances que j'exprime. C'est une ville, vraiment, où l'on sait travailler, où l'on a de grandes réussites, où l'on continue de préparer l'avenir. Quand je dis Cherbourg, je pense à la communauté urbaine puisque vous avez été capable de la créer très vite, de lui donner un élan, tenir toutes les communes voisines, réaliser une symbiose entre Cherbourg et les communes suburbaines, avec cette projection, je le répète, sur la mer d'un côté et cette projection sur la terre que vous évoquiez tout à l'heure monsieur le maire et qui donne au département de la Manche beaucoup plus d'unité qu'on ne le prétend.

- Charge naturellement aux élus de veiller - et ils le font - à ce que l'unité des habitants de ce département soit telle qu'ils trouvent dans ce rassemblement une chance nouvelle de réussite. Rassembler pour réussir, c'est une devise nationale. Ce n'est pas spécialement la mienne. C'était celle de tous ceux qui ont voulu servir la France. Appliquez là, mesdames et messieurs, à votre département et vous constaterez les résultats bientôt.

- Je vous remercie, monsieur le maire, je vous remercie messieurs les présidents puisque j'étais d'abord chez vous tout à l'heure, puisque je suis constamment la journée ou presque chez vous, monsieur le président du Conseil général. Soyez sûrs que je vais regarder votre département avec des yeux bien ouverts. en ressentant à quel point vous êtes importants dans l'équilibre national.

des yeux bien ouverts, en reconnaissant à quel point vous êtes importants dans l'équation nationale. Vous croyez qu'on vous ignore. Non, ne le croyez pas. Il aurait suffi de voir de quelle façon la puissance publique a, à travers les deux derniers siècles, développé ses institutions dans la ville de Cherbourg au point d'en représenter les structures fondamentales.

- Sachez, mesdames et messieurs, que, pour ce qui vaut la peine, et en dehors de tout débat nécessaire dans une démocratie, légitime et nécessaire, il est quelques domaines où nous savons nous rassembler. Je puis vous annoncer, sans risque de me tromper, qu'à partir de là, nous saurons réussir.

- Vive Cherbourg,
- Vive la Manche,
- Vive la République,
- Vive la France !\